17 choses à savoir sur le plan Trump/Kuchner pour la Palestine

07.07.2019

Categories: BDS-Arguments

Dirigé par Jared Kushner, gendre et conseiller principal de Trump, ce plan est une feuille de route économique jargonneuse qui explique comment distribuer plus de 50 milliards de dollars.

Son intention est claire : susciter l'enthousiasme pour transformer la Palestine – uniquement décrite comme « Gaza et la Cisjordanie », de peur de faire croire à quiconque qu'un État palestinien est à l'ordre du jour – en un nouveau Dubaï ou Singapour.

Middle East Eye a examiné le plan – déjà unanimement rejeté par les dirigeants palestiniens – afin de déchiffrer son approche à fort accent économique. Comme pour toutes les projections, ce qui a été omis est tout aussi important que ce que le document comprend.

1. Aucune mention de l'occupation…

Le plan et le livret « Programmes et projets » qui l'accompagne détaillent en 136 pages les domaines dans lesquels l'économie palestinienne a besoin d'un coup de pouce. Mais la Maison-Blanche omet de mentionner un problème sans lequel, selon l'ONU, l'économie palestinienne pèserait plus du double de ce qu'elle vaut actuellement : l'occupation israélienne.

Comme l'ont relevé plusieurs observateurs, l'occupation par Israël des terres palestiniennes depuis plusieurs décennies n'est pas mentionnée une seule fois : l'évocation la plus proche est une référence aux « occupations les mieux rémunérées et à forte croissance », soit des emplois – ce qui est très éloigné du sens attribué au terme par la plupart des gens dans le contexte de la Palestine.

De même, les termes apparentés tels que « siège », « blocus » et « colonies » manquent tout autant à l'appel, tout comme une reconnaissance relative à l'affectation des zones A, B et C – les différentes parties de la Cisjordanie sous contrôle d'Israël ou de l'Autorité israélienne (AP) depuis les accords d'Oslo en 1995.

Il faut lire entre les lignes pour trouver des allusions aux politiques israéliennes qui affectent négativement les Palestiniens, comme « crise prolongée », « défis logistiques », « obstacles à la croissance », « contraintes de ressources » et « barrières réglementaires imposées à la circulation des biens et individus palestiniens ».

2. … ni des réfugiés

« Réfugié » est un autre mot absent du document. Plus de deux millions de réfugiés vivent pourtant à Gaza

et en Cisjordanie. Le plan de Kushner n'évoque pas non plus les conséquences des réductions drastiques de l'aide américaine affectée à l'UNRWA, l'agence des Nations unies venant en aide aux réfugiés palestiniens.

Le plan prévoit certes 13,7 milliards de dollars de financement potentiel pour le Liban et la Jordanie, qui accueillent actuellement environ 2,5 millions de réfugiés palestiniens, mais rien n'indique si l'argent sera réellement consacré aux Palestiniens.

3. Jérusalem éjectée de la table des négociations

En janvier 2018, Trump a promis d'éjecter Jérusalem « de la table » des négociations. Le document « De la paix à la prospérité » fait de même en ne mentionnant pas la ville sainte pour les trois monothéismes. Cette omission va dans le sens de la décision des États-Unis de transférer leur ambassade en Israël de Tel Aviv à Jérusalem en mai 2018 et de reconnaître ainsi Jérusalem comme capitale d'Israël malgré les revendications de longue date des Palestiniens selon lesquelles Jérusalem-Est doit être la capitale d'un futur État palestinien.

On ignore encore ce qui doit être fait selon la Maison-Blanche des quelque 300 000 Palestiniens qui vivent actuellement à Jérusalem-Est, annexée par Israël en 1967 en violation du droit international.

4. Israël reste discret

Le document minimise fortement le rôle d'Israël dans les tensions régionales : lorsqu'Israël est mentionné, il est généralement dissimulé au milieu d'une liste de « voisins » et de « partenaires commerciaux clés » tels que « l'Égypte, Israël et la Jordanie », plutôt que de manière isolée.

Certaines suggestions économiques sont censées bénéficier à Israël financièrement, notamment la vente d'eau à Gaza, à la Cisjordanie et à la Jordanie, la fourniture de gaz et d'électricité à Gaza, la promotion d'une intensification du commerce avec l'Égypte et les territoires palestiniens occupés ou encore l'utilisation de technologies de logiciels espions par la Jordanie.

5. Les États-Unis donnent toujours la priorité aux armes pour Israël

Le plan de Kushner pour la Palestine vante son « potentiel pour permettre plus de 50 milliards de dollars de nouveaux investissements sur dix ans ». Néanmoins, seuls 27,8 milliards de dollars iront directement aux territoires palestiniens occupés alors que le reste reviendra aux États voisins.

Ces 27,8 milliards de dollars représentent environ 27 % de moins que l'accord d'aide militaire de 38 milliards de dollars sur dix ans conclu par les États-Unis avec Israël en 2016.

6. Pour les États-Unis, c'est la faute des Palestiniens

Sans mentionner le rôle d'Israël dans le conflit, la Maison-Blanche souligne que ce sont les Palestiniens qui sont responsables de la situation difficile dans laquelle ils se trouvent et que tout échec de l'« accord du siècle » leur serait imputable.

« En fin de compte, cependant, le pouvoir de [débloquer cette vision] est entre les mains du peuple palestinien », lit-on dans le document. Tout en promettant de « libérer » le potentiel de la Palestine, le plan de Kushner se garde cependant de révéler ce qui a restreint ce potentiel en premier lieu – ou l'identité de ceux qui en sont la cause.

Ailleurs, le document stipule qu'« un accord de paix durable assurera à tous les Palestiniens un avenir fait d'opportunités économiques ». Une paix durable avec qui ? La question reste sans réponse.

Le document implique également une prise de conscience que la « paix pour la prospérité » est un exercice futile : plusieurs déclarations à l'emporte-pièce commencent par des clauses conditionnelles, telles que « En cas d'application » ou « Si le gouvernement libère tout son potentiel ».

7. Les questions relatives à l'éducation restent sans réponse

L'impasse de l'administration Trump sur ce qui empêche la Palestine de se développer est le mieux illustrée dans le domaine de l'éducation.

Le document concède que « les Palestiniens ont un des taux d'obtention de diplômes les plus élevés de la région », mais n'explique pas pourquoi de nombreuses écoles palestiniennes « sont poussées au-delà de leurs capacités ».

Il souligne la nécessité de « concentrer les efforts sur le soutien aux écoles opérant dans les communautés sous-desservies », mais ne mentionne pas, par exemple, les nombreuses écoles financées par l'UE dans la zone C de la Cisjordanie qui ont été démolies par les forces israéliennes faute de permis de construire quasiment impossibles à obtenir. Il n'est pas non plus fait mention des 500 000 élèves palestiniensaffectés par la décision prise en 2018 par les États-Unis de supprimer tout financement en faveur de l'UNRWA.

Le plan prévoit 300 millions de dollars de bourses d'études pour les étudiants palestiniens souhaitant étudier à l'étranger, sans toutefois aborder les difficultés actuelles rencontrées par les Palestiniens pour obtenir un visa afin de quitter la Cisjordanie et Gaza et participer à de tels programmes.

Le sport, les soins de santé, l'agriculture et le tourisme sont également évalués de manière décontextualisée, tandis que des solutions sont formulées sans véritablement prendre en compte la réalité sur le terrain.

8. « Jared, est-ce qu'on donne des droits de propriété aux Palestiniens ? »

Le plan de Kushner insiste fortement sur les « droits de propriété » des Palestiniens – cette expression est utilisée treize fois dans le document. « L'enregistrement foncier est une étape cruciale dans la transformation de l'économie palestinienne », peut-on lire. Le document ajoute plus tard que « des droits de propriété solides sont essentiels à la concrétisation de cet avenir ».

Le plan omet toutefois de mentionner l'expropriation systématique de terres palestiniennes par Israël depuis 1948. De nombreux réfugiés possèdent toujours le titre de propriété et les clés de la maison qu'ils ont laissée derrière eux en Palestine historique, à l'instar des Palestiniens dont les terres et la maison en Cisjordanie occupée ont été saisies par les colons israéliens.
Est-ce ce que Kushner et Trump, qui a vu une colonie israélienne être baptisée en son honneur ce mois-ci sur le plateau du Golan, ont en tête ? Les détails restent flous.

9. Les Palestiniens sont des clients, pas des citoyens

« De la paix à la prospérité » a clairement été écrit par des auteurs formés dans le domaine des affaires (Trump vante depuis longtemps son expérience d'homme d'affaires, alors que Kushner est investisseur et promoteur immobilier).

Les documents sont remplis de lexique de management qui appelle à une approche « propice aux affaires » pour « libérer le potentiel humain » par le biais d'une « croissance tirée par l'investissement », en favorisant un « écosystème d'incubateurs » et une « culture locale de start-up solide ».

L'extrait le plus parlant est peut-être le suivant : « Une bonne gouvernance palestinienne exige un engagement envers ses clients : le peuple palestinien. » En l'absence d'un État approprié, le plan insinue que les Palestiniens ne sont pas des citoyens, mais des consommateurs dont les aspirations politiques peuvent être satisfaites par des biens et des services.

10. Qu'ils mangent de la brioche ! Et de la 5G

L'approche commerciale du document comprend plusieurs objectifs ambitieux et haut de gamme, tels que la transformation de Gaza en une « ville métropolitaine moderne », la création d'un système d'administration central en ligne et le développement de l'accès à la 5G à travers les territoires palestiniens.

De telles propositions semblent hors de propos par rapport aux besoins fondamentaux que de nombreux Palestiniens ne peuvent toujours pas subvenir. Par exemple, 53 % des habitants de Gaza vivent sous le seuil de pauvreté aujourd'hui. Sur le plan technologique, cela ne fait qu'un an qu'Israël a levé son interdiction de l'accès des opérateurs de télécommunications palestiniens aux réseaux 3G.

11. Des objectifs ambitieux

L'un des objectifs du plan est que Gaza et la Cisjordanie obtiennent un score de 0,70 à l'indice du capital humain de la Banque mondiale, qui mesure le potentiel de la main-d'œuvre d'une population. Si la Palestine atteignait cet objectif, elle devancerait donc certaines des économies citées en exemples ailleurs dans le plan, notamment la Chine continentale (0,67), les Émirats arabes unis (0,66), Bahreïn (0,67) et le Liban (0,54).

Un autre objectif suggéré est que la gouvernance palestinienne obtienne un score de 60 ou plus à l'Indice de perception de la corruption de Transparency International. C'est bien plus que le score de 36 atteint par Bahreïn, hôte de la conférence de cette semaine, et plus du double du score de 28 affiché par le Liban. Même Israël, qui existe depuis plus de 70 ans, n'obtient que 61.

12. Gaza, la prochaine Rio ?

Le plan fait également allusion à plusieurs visions de la Palestine en tant que destination touristique haut de gamme. Le document laisse ainsi entendre que les 40 km de littoral méditerranéen de Gaza « pourraient devenir une ville métropolitaine moderne surplombant la plage, en s'appuyant sur des exemples tels que Beyrouth, Hong Kong, Lisbonne, Rio de Janeiro, Singapour et Tel Aviv ».

Aucune mention n'est faite de l'état du littoral, pollué en raison de l'incapacité de l'infrastructure fragile de Gaza à traiter les déchets qui finissent dans la mer, ni du fait que la marine israélienne interdise aux Palestiniens de s'aventurer à plus de quelques kilomètres des côtes.

Le plan insinue également que si le secteur palestinien du tourisme n'est pas florissant, cela est également dû au fait que les Palestiniens, bien connus dans la région pour leur hospitalité, doivent encore s'associer à « de grandes écoles d'hôtellerie internationales » telles que l'Emirates Academy of Hospitality Management.

13. La Palestine, la prochaine Singapour ?

Si l'on met de côté les indicateurs ambitieux, il est également symptomatique que certains des endroits cités en exemples pour l'économie palestinienne de demain ne soient pas réputés pour leur tolérance ou leur liberté d'expression.

Le plan cite des États comme les Émirats arabes unis ou Singapour, qui ont été accusés par des groupes tels que Human Rights Watch d'avoir troqué les droits politiques contre un progrès économique – une accusation que portent justement les Palestiniens contre le plan « De la paix à la prospérité » de l'administration Trump.

Des comparaisons sont également faites avec Beyrouth comme exemple de métropole balnéaire : celles-ci semblent maladroites compte tenu des difficultés rencontrées par la capitale libanaise face à la privatisation des espaces publics et à un aménagement urbain inexistant.

14. La bévue culturelle

Le rapport salue le fait que « la Cisjordanie et Gaza » aient été des centres culturels « des temps anciens à aujourd'hui ». Il évoque des « artistes et poètes [parmi] les plus renommés de la région » sans toutefois citer le moindre exemple.

À la décharge de la Maison-Blanche, décrire Mahmoud Darwich, Ghassan Kanafani, Sliman Mansour ou Annemarie Jacir comme des artistes notables reviendrait à reconnaître à quel point la politique et les aspirations nationales ont été cruciales pour la culture palestinienne au cours du demi-siècle écoulé.

Ironiquement, le rapport décrit effectivement la fête de Nabi Moussa comme « un grand héritage culturel qui doit être célébré et soutenu ». Une des traditions de cet événement religieux est un pèlerinage annuel de Jérusalem à Jéricho – un itinéraire impossible à suivre pour les Palestiniens si l'on accepte la vision de l'administration Trump d'une Jérusalem exclusivement israélienne.

15. Des fonds pour les secteurs du gaz, de l'énergie et de la haute technologie chez les voisins

Le document énumère plusieurs projets infrastructurels dans d'autres pays jugés potentiellement utiles pour les Palestiniens, notamment des lignes électriques égyptiennes pour alimenter Gaza ou des postes frontaliers jordaniens améliorés. D'autres propositions sont cependant plus déroutantes et ne présentent en apparence aucun avantage direct pour les Palestiniens.

Le plan soutient par exemple que le tourisme dans les pays voisins aura un effet de ruissellement sur le tourisme palestinien. En affirmant cela, les auteurs oublient que le poste frontalier de Rafah entre Gaza et l'Égypte est régulièrement fermé ou que le Liban refuse officiellement l'entrée aux personnes munies d'un cachet israélien sur leur passeport.

Le plan prévoit 1,5 milliard de dollars pour une plate-forme de gaz naturel au large des côtes égyptiennes afin de « contribuer à la coordination du développement énergétique en Méditerranée orientale », ainsi que 500 millions de dollars pour fournir à la Jordanie « une infrastructure nationale de cybersécurité et un renforcement des capacités » afin de « créer des opportunités pour intensifier la cybercollaboration internationale ». Si les avantages de ces projets pour les Palestiniens sont flous, Israël entretient des intérêts de longue date vis-à-vis des réserves de gaz méditerranéennes, de la cybersécurité et des technologies de logiciels espions.

16. Le Liban n'est pas de la partie…

Le plan prévoit un budget total de 6,33 milliards de dollars pour le Liban, dont 200 millions de dollars pour « soutenir l'intégration du commerce régional afin d'inciter les exportateurs à s'engager dans des chaînes de valeur régionales, dans le but de réduire significativement le coût des activités commerciales dans la région ».

Cela peut surprendre certains observateurs pour trois raisons. Premièrement, le Liban ne partage pas de

frontière avec Gaza ou la Cisjordanie. Deuxièmement, il n'a pas envoyé de représentant à la conférence de Bahreïn. Troisièmement, contrairement à l'Égypte et à la Jordanie, il refuse d'entretenir des relations diplomatiques ou économiques avec son voisin israélien.

L'administration Trump espère-t-elle appâter Beyrouth pour forcer l'établissement de meilleures relations avec Israël ? C'est ce que croient certains membres du Parlement libanais. « Ceux qui pensent que des milliards de dollars peuvent inciter le Liban […] à céder ou à troquer ses principes se trompent », a déclaré Nabih Berri, président du Parlement, le 23 juin.

17. … le « roi des fraises » non plus

Le document qui détaille le plan est illustré par des photos de gens souriants qui boivent de l'eau au robinet (un souvenir lointain à Gaza) ou en randonnée à travers la campagne (dont une grande partie a été prise par les colons israéliens).

Les photos d'Osama Abu al-Rub, producteur de fraises, qui semblent avoir été prises dans des brochures de l'USAID où il est décrit comme le « roi des fraises », se distinguent tout particulièrement. Al-Rub, qui vit à Qabatiya, au sud de Jénine, est également apparu dans une vidéo de l'USAID en 2017 après avoir reçu une aide – mais il a fait part cette semaine de son mécontentement suite à son apparition dans la documentation du plan « De la paix à la prospérité ».

« Je suis très contrarié par la publication des photos de ma famille et par la manipulation américaine visant à promouvoir l'accord du siècle », a-t-il déclaré à *MEE*. « Nous avons honte de ce projet visant à liquider la cause palestinienne. Il est impossible de l'accepter ou d'être l'un de ses pions. »

Article du Middle East Eye, publié en français par l'UJFP.
Traduit de l'anglais (original) par VECTranslation.
Voir en ligne : l'article également sur le site de Middle East Eye